

Développement de l'infrastructure économique

— Des infrastructures à la hauteur des espoirs des populations



L'OMD couvert est représenté en couleur.

Dans les pays en développement, la faible croissance économique peut être imputée au manque d'infrastructures publiques en tant que telles ou à l'absence de cadres de base pour leur exploitation et leur maintenance.

Si l'urbanisation rapide peut dynamiser efficacement l'activité et constituer un outil de développement économique, elle peut aussi générer des problèmes, tels que la dégradation du milieu de vie et de la sécurité publique. L'urbanisation accroît également les disparités entre les zones urbaines et rurales. La promotion d'un développement urbain et régional efficace requiert non seulement une approche spécifique par région, mais aussi une macroplanification qui tient compte des liens avec les autres régions et les zones économiques transfrontières.

Afin de développer des infrastructures économiques durables, la JICA élabore des plans de développement régionaux et urbains qui intègrent l'étude de systèmes sociaux et d'institutions adaptés. En se basant sur ces plans, la JICA assure une coopération pour le développement des infrastructures de transport et des réseaux d'information et de communication ainsi que pour l'amélioration des organisations et des ressources humaines chargées de la maintenance et de la gestion de ces infrastructures et de ces réseaux.

Développement urbain et régional

Situation générale

La population mondiale est actuellement estimée à 7 milliards d'individus. Dans les pays en développement, la population urbaine a progressé de 680 millions en 1970 à 2,56 milliards en 2010. D'ici 2030, environ 80 % de la population urbaine mondiale devrait se concentrer dans les pays en développement. La croissance des zones urbaines est vitale pour le développement économique d'un pays. Cependant, les grandes villes des pays en développement ne sont pas en mesure de fournir assez de logements, d'infrastructures et d'agences pour l'emploi en proportion de l'afflux rapide d'individus qui viennent chercher un travail. Par conséquent, de nombreuses personnes sont contraintes de vivre avec des revenus instables et dans des milieux de vie dégradés. En outre, la croissance des populations urbaines engendre de la pollution due aux embouteillages et au volume important de déchets ménagers, une dégradation de la sécurité publique, et de nombreux autres problèmes liés à l'urbanisation dont l'intensité et la complexité s'accroissent chaque année.

Actions de la JICA

Dans les années d'après-guerre, le Japon a lui aussi connu, à un rythme sans précédent, une urbanisation qui a engendré plusieurs problèmes. Afin de les résoudre, le Japon a construit des infrastructures et des logements tout en établissant les normes nécessaires à un développement urbain sain. Le pays s'est également concentré sur le développement de nouvelles technologies afin de réduire la pollution et stimuler la productivité. En outre, le Japon a rapidement pris des mesures pour la préparation aux catastrophes et le rétablissement afin de réduire les risques associés aux séismes, aux typhons et aux autres catastrophes naturelles. La JICA tire parti de l'expérience et des technologies japonaises en matière d'urbanisation afin de soutenir le développement urbain et régional

des pays en développement dans les six secteurs suivants.

1. Construire une infrastructure de base qui contribue aux activités économiques
2. Construire des logements de qualité
3. Construire des zones urbaines sobres en carbone
4. Construire des zones urbaines aptes à résister aux catastrophes naturelles
5. Établir des systèmes de gestion urbaine sains
6. Revitaliser les zones urbaines

Un développement urbain inclusif et dynamique

La JICA apporte une aide pour la création de villes pouvant générer un cycle vertueux de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Ses activités sont basées sur des réponses rapides s'appuyant sur une perspective de moyen à long terme afin de résoudre les problèmes rencontrés par les zones urbaines dans l'ensemble des pays en développement. Pour parvenir à cet objectif, la JICA est guidée par la vision d'un « développement urbain inclusif et dynamique ». La JICA place la priorité sur les projets de développement auxquels l'ensemble de la population peut participer afin de prévenir la concentration des bénéfices du développement urbain au profit d'un groupe particulier.

Une aide globale allant de la création de concepts de développement à la formation des ressources humaines

La JICA s'engage à prendre en compte les divers besoins liés au développement urbain et régional des pays en développement. Répondre à ces besoins nécessite une aide à divers stades, notamment pour la préparation de plans de développement, la mise en œuvre de programmes de développement conformes à ces plans, ainsi que pour l'exploitation et la maintenance des installations construites. Pour réaliser ces processus de manière autonome, les capacités des organisations et des populations participant à la mise en œuvre des plans de développement urbains et régionaux doivent

Mise en place d'un ensemble de mesures pour le développement des infrastructures à l'étranger

Le nombre de passagers augmente rapidement à l'aéroport international de Noi Bai, qui dessert Hanoï, la capitale du Vietnam. Le terminal de passagers conçu pour accueillir 6 millions de voyageurs chaque année fonctionne déjà bien au-delà de ses capacités, avec 9,5 millions de passagers en 2010. La JICA a accordé un prêt d'APD pour la construction d'un deuxième terminal dans cet aéroport, et elle contribue à l'établissement de systèmes pour l'exploitation et la maintenance du terminal.



Échange de vues entre les acteurs du public et du privé

Croissance rapide du nombre de passagers

L'augmentation de la capacité d'accueil des passagers de l'aéroport international de Noi Bai est vitale pour poursuivre la croissance économique du Vietnam. En 2010, la JICA a signé un accord de prêt d'APD pour le projet de construction du terminal 2 de l'aéroport international de Noi Bai. Le prêt couvre la construction d'un deuxième terminal de passagers, qui, avec les autres installations liées, portera la capacité d'accueil annuel de l'aéroport à 10 millions de passagers. La construction a commencé et le terminal devrait être opérationnel en 2015.

Des plans prévoient l'intégration dans le terminal 2 de technologies de pointe utilisées pour la première fois au Vietnam. Afin de permettre à ACV (Airports Corporation of Vietnam, l'entreprise chargée de la gestion des aéroports au Vietnam)

d'assurer de manière adéquate l'exploitation et la maintenance du terminal après la construction du bâtiment, le projet nécessite la mise en place d'une organisation et d'un programme de formation dans un délai limité. Les préparatifs conjoints comprennent aussi la coordination avec les agences liées et d'autres mesures.

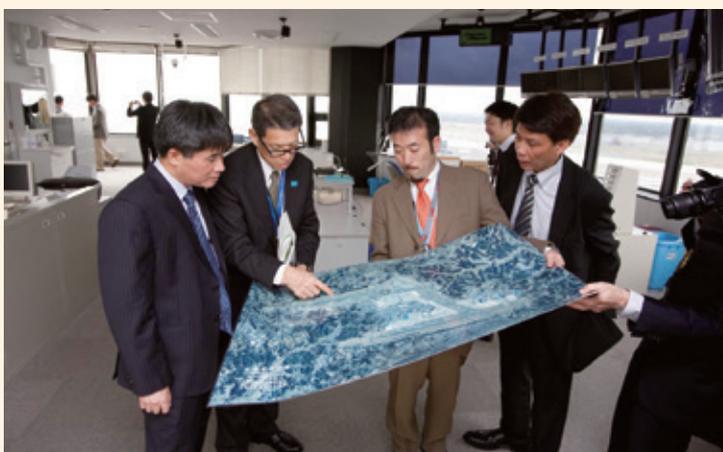
En réponse à la demande d'ACV, la JICA a utilisé un dispositif d'aide spécifique (prêt et coopération technique) permettant d'apporter le savoir-faire nécessaire à l'exploitation des aéroports grâce à un partenariat public-privé. L'objectif est d'optimiser les bénéfices du développement en utilisant les connaissances et les expériences en matière d'exploitation et de maintenance des systèmes japonais de pointe, afin que le terminal 2 fonctionne à pleine capacité.

Élaborer un cadre pour l'aide du Japon grâce à un partenariat public-privé

Le comité des préparatifs conjoints du terminal 2 a été créé en novembre 2011, principalement pour centraliser les activités de surveillance des préparatifs du projet aéroportuaire. Les membres du comité proviennent d'agences associées au projet au Japon et au Vietnam. Le comité est dirigé par le président d'ACV. Les autres membres du Vietnam sont des directeurs d'ACV ainsi que des responsables des départements participant au projet. Les membres japonais appartiennent à la JICA, au ministère du Territoire, de l'infrastructure, du transport et du tourisme, au Bureau japonais de l'aviation civile et à l'entreprise chargée de la gestion de l'aéroport international de Narita, Narita International Airport Corporation. Par ailleurs, les conditions spéciales de partenariat économique (STEP) s'appliquent à ce projet, ce qui signifie que des entreprises japonaises y participent en tant qu'entrepreneurs et consultants pour la surveillance des travaux. Dans ce cadre intégralement mis en place par le Japon, les forces de chaque entreprise seront exploitées pour apporter une aide à la construction d'un terminal de passagers disposant de systèmes d'exploitation hautement perfectionnés via un partenariat public-privé. L'objectif de cette aide est de permettre à ACV d'assurer une gestion saine de l'aéroport.

Première aide japonaise pour l'exploitation d'un terminal de 10 millions de passagers

À travers ce projet, le Japon apporte pour la première fois une aide pour l'exploitation d'un gigantesque terminal aéroportuaire. Cette aide implique la création d'un comité disposant d'une autorité pour superviser la progression des préparatifs conjoints, l'utilisation d'un dispositif d'aide spécifique de la JICA, et la participation du Japon à un comité qui s'appuie sur la collaboration entre les secteurs privé et public. Le projet d'infrastructure est conduit d'un seul tenant en associant la construction du bâtiment et des autres installations à une aide pour l'acquisition des compétences de gestion. Par cette approche, il sera possible de tirer pleinement parti des capacités du terminal 2 afin de renforcer l'efficacité de l'aide sur ce projet.



Des participants au projet de construction du terminal 2 au Vietnam visitent l'aéroport international de Narita.

être renforcées, les systèmes juridiques nécessaires doivent être améliorés, et d'autres mesures doivent être prises. La JICA utilise plusieurs instruments d'aide, dont la coopération technique, la coopération financière, les programmes de volontaires et d'autres activités afin d'apporter une aide globale pour le développement urbain et régional.

Transports

Situation générale

Dans les pays en développement, l'infrastructure de transport, notamment les routes, les voies ferrées, les ports et les aéroports, est lente à se développer, ce qui freine la croissance économique et contribue à accentuer la pauvreté. L'infrastructure de transport est nécessaire à la circulation des biens et des personnes et son développement est indispensable pour assurer une croissance durable.

La demande mondiale en matière de développement des infrastructures de transport est très élevée et le besoin d'entretien, de réparation et de modernisation des structures vieillissantes augmente rapidement. Ces projets requièrent des financements massifs et la mobilisation des fonds constitue un défi majeur. Les fonds publics limités disponibles ne suffisent pas à développer toutes les infrastructures nécessaires. D'autres sources de financements, notamment privées, doivent être trouvées afin de fournir de manière durable des services de transport tout en maîtrisant les coûts.

Enfin, il est nécessaire de soutenir les initiatives qui valorisent l'environnement et la société du pays partenaire, notamment pour la décongestion du trafic par l'introduction de moyens de transport

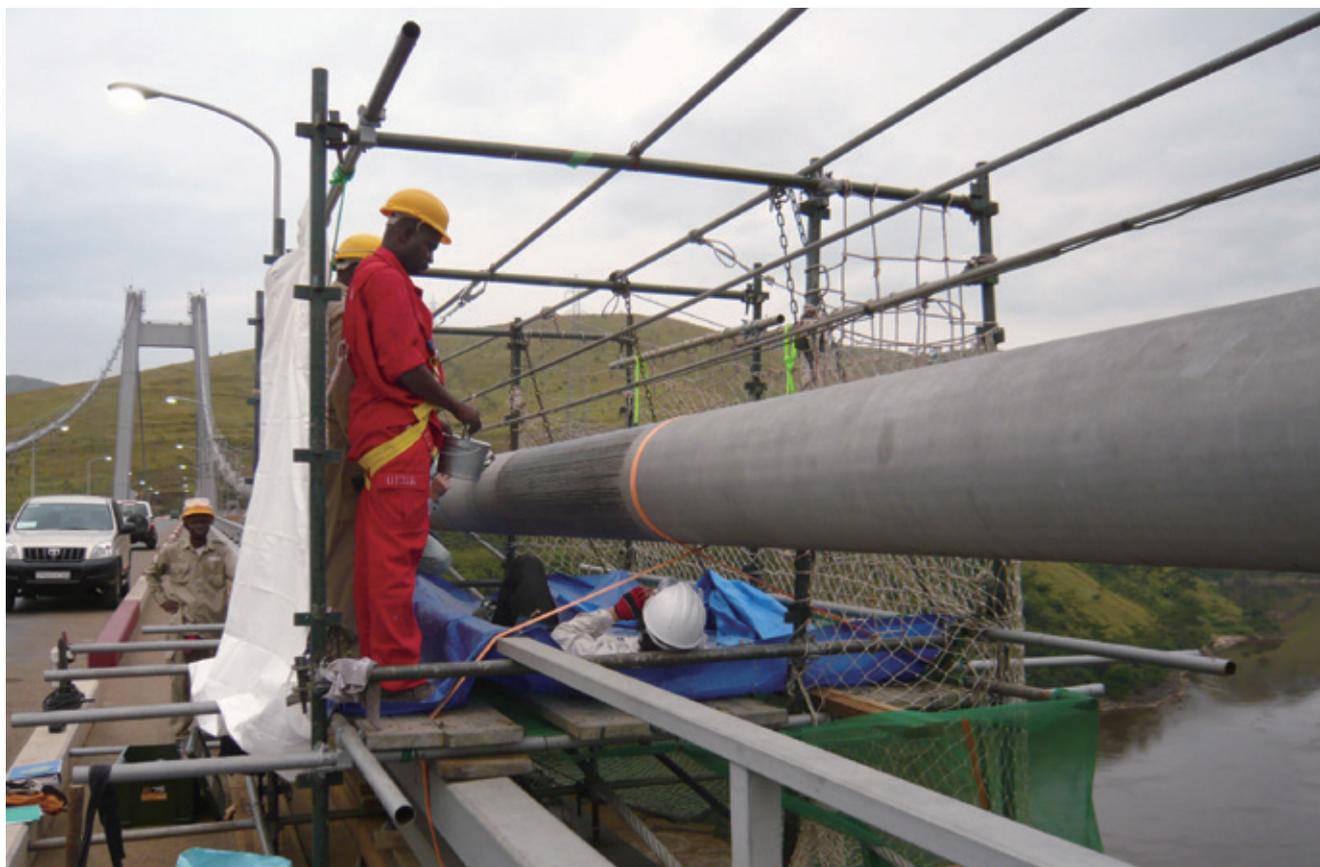
public et l'évolution des méthodes de transport ; la réduction des émissions de CO₂ par des modes de distribution plus efficaces ; et le contrôle des polluants atmosphériques.

Actions de la JICA

La coopération de la JICA dans le secteur des transports vise essentiellement à garantir des services de transport rapides, sûrs et bien organisés pour les personnes et les biens, en vue de stimuler l'activité socioéconomique et, au bout du compte, d'améliorer les revenus et le niveau de vie de tous.

Pour développer les infrastructures de transport dans les pays en développement, il ne suffit pas de construire des routes et des ponts. Cela suppose aussi l'établissement d'un plan pour assurer l'efficacité du système de transport, le développement des ressources humaines et le renforcement des organisations qui assureront l'exploitation et la gestion appropriées des infrastructures ainsi que la création des dispositifs sociaux et institutionnels aptes à soutenir ces organisations. La JICA promeut activement une coopération basée sur la participation des résidents et la collaboration avec les ONG en se concentrant sur les bénéficiaires, notamment les usagers et les résidents, et en restant attentive à qui utilise le système et pourquoi.

En outre, la coopération dans le domaine des transports doit prendre en compte plusieurs éléments, notamment : le « transport international » pour promouvoir les flux internationaux de biens et de personnes et le développement des zones économiques régionales qui transcendent les frontières ; le « transport national » qui assure à la population un accès équitable aux transports et un développement national équilibré ; le « transport urbain » en appui à un urbanisme durable et à l'amélioration du niveau de vie ; et le « transport rural » pour améliorer le niveau de vie des zones rurales ayant tendance à



Des ingénieurs examinent les câbles du pont Matadi, en république démocratique du Congo, construit il y a 30 ans grâce à un prêt d'APD. Le pont continue d'être bien entretenu après toutes ces années.

accuser un retard de développement. L'objectif ultime de la JICA est de parvenir à un « développement inclusif et dynamique. »

Contribuer à la nouvelle stratégie de croissance

La nouvelle stratégie de croissance, annoncée par le gouvernement japonais en 2010, vise notamment à soutenir par l'APD l'entrée des entreprises du secteur privé sur les marchés des pays en développement et à apporter une aide pour une croissance

économique durable dans ces pays. En réponse, la JICA renforce les partenariats public-privé et les programmes scientifiques et techniques. Par ailleurs, dans le domaine des transports, la JICA soutient les projets de développement ferroviaire à l'étranger, l'un des 11 domaines clés de la « série de mesures de soutien à l'exportation liée aux infrastructures », un élément majeur de la nouvelle stratégie de croissance. Dans le cadre de cette aide, la JICA a invité au Japon des responsables de réseaux ferrés nationaux de pays en

Étude de cas

Soudan du Sud Planification globale et aide aux projets urgents d'infrastructure socioéconomique

Répondre aux besoins fondamentaux pour la consolidation de la nation

Au Soudan du Sud, qui a obtenu son indépendance en 2011, la JICA déploie une coopération pour le développement des infrastructures socioéconomiques à Malakal (État du Haut-Nil), l'une des trois principales villes du pays. Les projets portent sur l'amélioration des routes, des voies fluviales, des systèmes d'approvisionnement en eau et d'autres composantes de l'infrastructure.

Le Soudan du Sud a réussi à devenir un pays indépendant. Mais une nouvelle nation ne peut pas se construire sans développer toutes les régions qui la constituent.

La JICA entend favoriser un développement inclusif afin de répondre aux besoins les plus fondamentaux pour la construction de la nation unanimement reconnus par le gouvernement du Soudan du Sud. Pour y parvenir, la JICA a démarré en février 2012 un projet à Malakal, une ville du Soudan du Sud.

Suite aux accords de paix, les programmes de développement ont effectué de nets progrès dans la capitale, Djouba. Les routes ont été revêtues d'asphalte, des systèmes d'approvisionnement en eau ont été construits et les écoles ont rouvert leurs portes. Mais la ville de Malakal, l'une des trois plus grandes du pays, est séparée à la fois politiquement et géographiquement de Djouba. Autrefois bien développée en tant que ville fortifiée, c'est aujourd'hui le bastion du principal parti d'opposition politique et elle est située à 600 km de Djouba. De plus, il n'existe pas de route entre cette ville et la capitale. Par conséquent, la région n'a connu absolument aucun développement après la déclaration d'indépendance.

Il est donc fondamental d'apporter les « bénéfices de l'indépendance » à la population de Malakal, une ville importante d'un point de vue géopolitique, en venant en aide à ses habitants et en établissant la paix au Soudan du Sud. Le projet vise à établir en six mois un plan global de développement des infrastructures pour cette « ville oubliée ». Puis, des projets pilotes seront réalisés au cours des 18 mois suivants afin d'améliorer les routes communautaires, les voies fluviales et les ports, ainsi que les installations d'approvisionnement en eau. Le Soudan du Sud est animé par une forte volonté non seulement de mettre en œuvre des projets d'infrastructures, mais également des programmes de formation dans ce domaine. La JICA entend donc contribuer à la revitalisation de Malakal sur trois points, les projets d'infrastructures, la formation et la formation en milieu de travail.



Le Soudan du Sud a besoin de programmes de formation pour pallier l'absence de personnel compétent suite à 20 années de conflit. En décembre 2011, la JICA a invité des dirigeants de l'État du Haut-Nil à discuter des moyens de procéder à la reconstruction et au développement régional au Soudan du Sud tout en tirant parti des expériences de reconstruction et de développement du Japon d'après-guerre.



L'installation de purification de l'eau construite il y a plus de 50 ans fournit une eau de très mauvaise qualité. Les résidents doivent donc utiliser directement l'eau du Nil. Le Soudan du Sud aurait le plus faible taux d'approvisionnement en eau d'Afrique de l'Est.



Les rues de Malakal n'ont pratiquement aucun revêtement et leur sol riche en argile gonflante appelé « vertisol » les rend impraticables durant la mousson, même pour les véhicules à quatre roues motrices et les ânes. Par conséquent, la ville est quasiment enclavée.



Malakal abrite le principal port de la région, mais les installations portuaires vieillissantes posent des problèmes aux travailleurs aussi bien au niveau de l'efficacité que de la sécurité.

développement pour participer à un séminaire sur les réseaux ferrés à grande vitesse. Elle a aussi procédé à un échange de vues sur les activités à l'étranger avec des entreprises liées au secteur ferroviaire et pris d'autres mesures pour créer un environnement favorable au développement des activités des entreprises japonaises sur les marchés internationaux.

Technologies de l'information et de la communication (TIC)

Situation générale

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont fait des progrès remarquables dans les pays développés. Utilisées dans les domaines administratif, social et économique, elles ont permis d'informatiser les activités du gouvernement central (gouvernance électronique), de dispenser l'enseignement via internet (apprentissage électronique) et de faciliter les échanges et le commerce par voie numérique (commerce électronique). Les TIC sont susceptibles d'apporter diverses améliorations qui peuvent influencer positivement sur la qualité de vie, notamment d'accroître l'efficacité des systèmes économiques et sociaux, d'augmenter la productivité et de conserver l'énergie.

Dans de nombreux pays en développement, cependant, la progression des TIC a été limitée. Cela a provoqué une fracture numérique avec les pays développés et accentué les disparités économiques.

Actions de la JICA

La JICA pense qu'il est important de refermer la fracture numérique pour améliorer l'efficacité et l'efficacité des divers programmes de coopération. Afin d'éliminer la fracture numérique, la JICA contribue à renforcer l'utilisation des TIC dans les pays en développement.

Lors du sommet Kyushu-Okinawa (G8), en juillet 2000, le Japon a réaffirmé sa volonté d'aider à réduire la fracture numérique dans le monde en développement en encourageant l'utilisation des TIC dans l'aide au développement, notamment l'apprentissage à distance. Le gouvernement japonais a également annoncé son intention de mettre en place des bases de TIC sur 30 sites différents afin d'utiliser les fonds de l'APD plus efficacement. À travers ces activités, la JICA déploie une coopération pour une utilisation accrue des TIC dans les pays en développement, principalement en Asie.

Politiques des TIC liées au développement économique et social

La JICA contribue à renforcer l'utilisation des TIC dans les pays en développement en s'appuyant sur cinq approches :

- 1) Amélioration des capacités de planification des politiques relatives aux TIC : Envoi de conseillers dans le cadre d'un soutien à l'élaboration des politiques relatives aux TIC dans des domaines tels que les stratégies nationales sur la communication électronique et le développement des industries liées.
- 2) Développement des infrastructures des TIC : Élaboration d'un plan pour la mise en place de l'infrastructure nécessaire aux réseaux de communications centraux et régionaux, et renforcement des systèmes de maintenance et de gestion associés.
- 3) Amélioration de l'efficacité et de l'efficacité de l'aide par les TIC : Augmentation de l'efficacité et de l'efficacité des projets en intégrant les TIC dans les services administratifs gouvernementaux et en les utilisant pour des projets de coopération dans divers



Des étudiants suivent un cours au Centre de formation sur les technologies de l'information de l'Université des Philippines dans le cadre du projet de développement des ressources humaines dans le domaine des TIC de pointe aux Philippines.

secteurs, notamment pour l'éducation, les soins de santé et le commerce.

- 4) Formation de personnel qualifié dans le domaine des TIC : Mise en place d'un projet de développement des ressources humaines afin d'améliorer les compétences des ingénieurs et responsables politiques en vue d'étendre l'utilisation des TIC. Cette approche

concentre une part importante des efforts de la JICA en matière de TIC.

- 5) Diffusion : Assurer une coopération visant à étendre le modèle de diffusion numérique terrestre japonais qui résiste aux interférences et permet une réception stable, etc.

Étude de cas

Fidji Projet de développement humain et de sécurité humaine par les TIC

Généraliser l'apprentissage à distance par l'utilisation des réseaux de communication satellite

La JICA apporte un soutien à l'Université du Pacifique Sud créée par 12 pays de cette région. Près de 48 % des étudiants ont déjà recours à l'enseignement à distance. En modernisant le réseau de communication satellite, même les habitants des îles éloignées bénéficieront d'un accès à l'éducation supérieure.

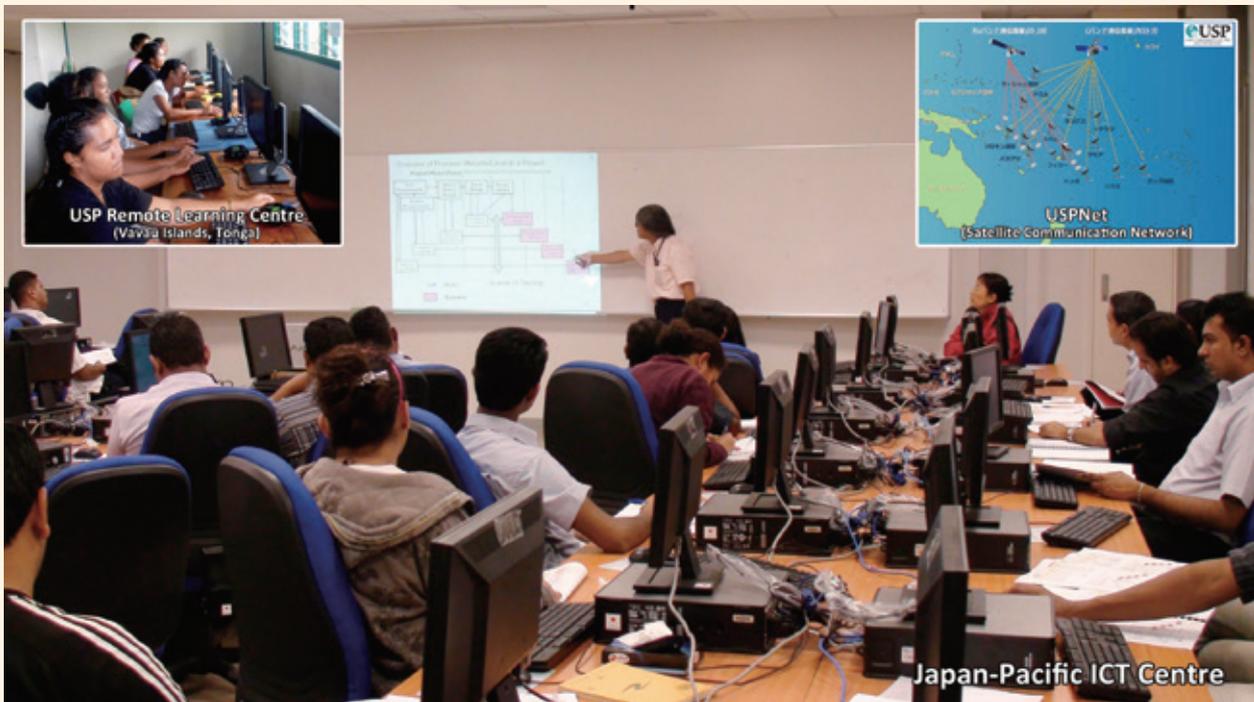
L'Université du Pacifique Sud a été fondée en 1969 par 12 pays insulaires : Fidji, Vanuatu, Tuvalu, Tonga, Tokelau, îles Salomon, Samoa, Niue, Nauru, îles Marshall, Kiribati et îles Cook. Créée grâce aux contributions financières de tous ces pays, l'université est l'institution internationale d'enseignement supérieur la mieux cotée de la région. Les étudiants étrangers qui participent à un programme d'échange suivent les cours sur le campus principal de l'université à Suva, la capitale des Fidji. Par ailleurs, compte tenu des caractéristiques géographiques du Pacifique

Sud, les cours sont également dispensés, via un réseau satellite, aux étudiants d'autres pays de la région. Lors de l'exercice 2011, 48 % des 22 000 étudiants de l'université ont utilisé le réseau satellite.

Un don du Japon a été accordé pour mettre à niveau les programmes éducatifs utilisant les TIC afin de répondre au nombre croissant d'étudiants. L'aide a permis la construction du Centre des TIC Japon-Pacifique, qui est le noyau des TIC en Océanie, et d'un centre de conférence polyvalent à Suva. L'inauguration officielle des deux bâtiments a eu lieu en février 2012.

Il existe peu d'établissements d'enseignement supérieur en Océanie et l'Université du Pacifique Sud, grâce à ses campus secondaires, constitue le seul accès à l'enseignement supérieur pour de nombreux pays. C'est pourquoi la JICA met en œuvre le projet de développement humain et de sécurité humaine par les TIC, un projet de coopération technique prévu de février 2010 à

janvier 2013. L'objectif est de fournir aux résidents d'Océanie la possibilité de bénéficier d'un enseignement supérieur et d'améliorer la qualité de l'éducation. Le projet comprend un soutien au cursus de licence, le renforcement du réseau de communication satellite, l'amélioration des systèmes d'apprentissage à distance, l'utilisation efficace du Centre des TIC Japon-Pacifique, et d'autres activités. Des antennes satellites ont été installées, y compris dans les îles les plus isolées qui n'avaient auparavant aucun accès à l'apprentissage à distance. En donnant aux résidents des îles isolées la possibilité de suivre les cours dispensés sur les îles principales, le programme a éliminé la fracture numérique liée à l'apprentissage.



En haut à gauche : Sur le campus de Vava'u, aux Tonga, des étudiants suivent un cours transmis par le réseau de communication satellite.

Au centre : Un cours sur le campus principal de l'Université du Pacifique Sud, à Suva, aux Fidji

En haut à droite : Le réseau de communication satellite de l'Université du Pacifique Sud